

Bulletin d'histoire politique

Des récits d'histoire

Jocelyn Létourneau



Volume 4, numéro 3, printemps 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063556ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063556ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Létourneau, J. (1996). Des récits d'histoire. *Bulletin d'histoire politique*, 4(3), 69–75. <https://doi.org/10.7202/1063556ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

DES RÉCITS D'HISTOIRE¹

Jocelyn Létourneau

*CÉLAT/Département d'histoire
Université Laval*

Il n'est jamais facile à un auteur qui se réclame de la démarche scientifique pour fonder le crédit de son œuvre, d'admettre que ses écrits baignent dans un intertexte nourri d'énoncés de toutes natures. Que ces énoncés, insérés dans une chaîne énonciative intelligible, causative et très souvent téléologique, trouvent le principe de leur organisation dans une problématique, une allégorie ou une métaphore, une trame narrative ou une cosmogonie. Que ce que l'on appelle l'objectivité n'est pas un catégorie instrumentale mais appartient aussi à l'histoire des idéologies. Et que le récit historique qui prévaut à une époque donnée n'est toujours qu'une vision du passé qui, substituée à une précédente à coups d'arguments ou de décrets, établit l'ascendant d'un groupe dont l'autorité et le pouvoir s'enracinent aussi dans une grande représentation créatrice de sens, de destinée et de conscience, c'est-à-dire fondatrice de référence collective.

Cela ne veut pas dire que la démarche scientifique ne soit pas valable. Encore faut-il concevoir la science comme étant également un discours et un ensemble de pratiques d'interprétation qui trouvent leurs possibles et leurs limites dans un état cumulatif du savoir, certes, mais aussi dans un ensemble de paradigmes datés. La science n'arrive jamais à faire oublier ses liaisons exogènes. Cette surdétermination de la science par un univers de significations extrascientifiques peut gêner. On a tort. Il faut au contraire envisager la relation comme une source de fécondation de l'imaginaire humain et de libération continuelle de la pensée, principes majeurs de création scientifique. En termes clairs, c'est dans l'existence de schèmes interprétatifs concurrents et variables dans l'espace/temps, que la science trouve le lieu de son autonomie, de son évolution et de son émancipation. Rien ne saurait être plus dangereux que ce que l'on décrirait un jour comme étant une thèse indépassable, ultimement valide. La science est un dialogue éternel entre l'humain, l'univers qui l'entoure et celui qu'il façonne. Elle est une

interrogation ouverte et, dans l'espace créé par ce questionnement infini, une recherche à jamais insatisfaisante de réponses nécessairement provisoires. Bien sûr, la démarche scientifique consiste en un mode d'intelligibilité découlant d'un état de conscience du monde qui diffère d'autres états de conscience concurrents ou précédents. Cela dit, l'humain ne peut transcender sa condition cartésienne. Elle est à la fois l'influx indispensable à sa quête inassouvable de savoir et la limite qu'il ne peut apparemment franchir pour formuler ses réponses. Le monde n'existe toujours que comme une représentation médiatisée par la pensée humaine. Le regard que portent les historiens sur le passé ne s'arrache pas à cette donne.

Cela est vrai maintenant comme hier. Aussi ai-je toujours trouvé important que l'on s'adonne à des exercices de réflexion qui, partant de la prémisse voulant que la factualité du passé ne puisse être restituée sans recourir à la narration et à la problématisation, avaient précisément pour objectif de mettre au jour les modalités d'arrimage et de soudure entre l'«ayant-été», les dispositifs narratifs porteurs de cohérence et les catégories épistémiques génératrices de sens. C'est à un tel exercice, plutôt exceptionnel en regard de la production historique courante portant sur le Québec, que s'est livré Ronald Rudin. Il faut saluer son initiative.

Dans un article récent², j'ai tenté de poursuivre l'entreprise amorcée par Rudin en spécifiant les catégories épistémiques à partir desquelles la majorité des chercheurs s'intéressant présentement au passé du Québec, tentaient d'en redécouvrir la matière pour en proposer une autre histoire. Une histoire dont je ne nie aucunement la qualité ou même la validité — la question n'est pas là — mais dont j'essaie de comprendre les conditions et le contexte de production et d'apparition. Une histoire qui, par le sens général qu'elle insuffle à la destinée des Franco-Québécois, réinvente la genèse du groupe, modifie le profil du Sujet et tisse autrement l'identitaire du collectif.

Il faut voir en effet un lien étroit entre la production historique et le récit par lequel les participants d'une communauté de communication se représentent et se définissent en tant qu'entité. Pour exister en tant que groupe, c'est bien connu, il faut partager un éventail de souvenirs et d'oublis. Dans l'espace/temps du Canada français, ces souvenirs et ces oublis procédaient largement d'une problématique pessimiste. Le passé était généralement activé et reconstruit sur le mode d'une *painful story*. Pris au piège d'un univers matériel qui ne pouvait être le lieu de son véritable bonheur, disait-on, le sujet canadien français, pour racheter sa condition, devait s'activer à la construction d'une société décisivement marquée par l'idéal d'une Église s'érigeant comme institution majeure dans la struc-

turation de la socialité. Ce faisant, la communauté pouvait inscrire sa destinée dans un horizon d'attente qui, parce qu'il la spécifiait des autres collectivités, la protégeait tout autant qu'il l'amènerait vers une grandiose épiphanie. En termes clairs, le bonheur du Canadien français résidait dans la sublimation de sa condition, de son monde vécu, au bénéfice d'un imaginaire positif de la communauté choisie, rempart contre l'hégémonie du protestantisme anglo-saxon en terre nord-américaine.

Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que cette représentation, pivot dominant de la conscience politique, de la conscience historique et de la poétique collective des Canadiens français, pour reprendre les termes de Dumont, commença d'être remise en cause. Graduellement, une nouvelle interprétation du passé fut proposée. Celle-ci établissait, faits et chiffres à l'appui, que le Canada français était, par rapport à l'Ailleurs et aux Autres, en particulier l'Anglais, figure à la fois honnie et enviée, en état de déphasage. Sa condition était celle du retard et de l'inachèvement. Les causes de ce *manque* variaient suivant les interprétants. Elles tenaient à une irrationalité constitutive du milieu, à la domination anglo-saxonne, à l'emprise des traditionnels sur la masse, à l'absence d'une élite aguerrie au défi de l'argent, mettez-en. Chose certaine, il fallait rompre avec ce qui était et poser les conditions pour que le Sujet sorte de son empêchement dans une histoire sublimée qui ne faisait que fonder la supériorité illusoire du groupe. Il était impératif que, dirigé par de nouveaux *Aufklärer*, le Canada français rattrape les Autres, se libéralise et se modernise, s'élève au-dessus de lui-même et s'achève. L'histoire devait être réécrite de telle manière que l'épiphanie promise, qui s'enracinait dans une trame factuelle désormais rejetée parce que qualifiée de non scientifique, apparaisse la source d'un malheur reconduit plutôt que l'expression d'un bonheur chimérique. Cette représentation de l'histoire du groupe, premier moment d'élaboration du paradigme de la modernité, allait perdurer jusque vers le milieu des années 1970.

J'ai montré ailleurs que le récit historique, découlant de cet état de conscience collective par rapport au passé, établissait un *recommencement scientifique* qui fondait en même temps l'ascendant et l'hégémonie d'une nouvelle catégorie sociale au sein de l'espace public et culturel franco-qubécois, celle de la technocratie. À noter que la dénomination employée pour décrire les néo-leaders en puissance a finalement peu d'importance. L'idée à retenir est qu'à travers ce que l'on a appelé la Révolution tranquille, un ensemble de personnes partageant une vision commune de la destinée canadienne-française et aspirant à un horizon différent pour le groupe, ont imposé leurs catégories épistémiques (qui étaient aussi leurs catégories

existentielles) dans l'espace public et les ont établi comme paramètres du devenir collectif. Ce faisant, toute l'historicité du groupe fut modifiée. L'échelle des valeurs fut changée et les représentations communes, transfigurées. L'énonciation se fit à partir d'un nouveau langage. On reconfigura les problématiques sociétales de même que les matrices de sens collectif. Une nouvelle normativité fut imposée à la routine, à l'horizon interactif et au devenir des acteurs. Les points de repère de la société furent déplacés, ses lieux de rassemblement, de reconnaissance et de réconciliation réaménagés, et ses figures identitaires redessinées. Un nouveau monde vécu fut édifié. Entre le passé, le présent et le futur fut établie une unité et une continuité de sens sur laquelle s'érigea bientôt la nouvelle conscience historique du groupe. C'est pour cette raison que la Révolution tranquille peut être qualifiée de moment de rupture décisive: en tant que recommencement symbolique d'une société envisagée sous l'angle de la collectivité désormais dépositaire de son bonheur et fiduciaire de son avenir.

Ce recommencement symbolique trouva sa consécration finale dans les années 1970. Il prit forme, en particulier, dans la redécouverte du passé collectif et dans la réécriture de l'histoire. La factualité fut en quelque sorte réactivée à l'aune d'une nouvelle problématique dont les quatre vecteurs centraux furent ceux du rationalisme, du pluralisme, du libéralisme et de l'urbanité. C'est au cours des vingt dernières années que le nouveau grand récit collectif des Québécois, principalement produit par les historiens, a été façonné. Il concorde avec la mutation identitaire connue par le type Franco-Québécois depuis une trentaine d'années. Cela ne doit ni surprendre ni affliger: l'histoire, en tant que regard jeté sur le passé, n'est toujours, en dernière instance, qu'une identité que l'on met en représentation, en action et en mots. L'historiographie est une pratique d'autoréflexivité collective dont les historiens sont les grands prêtres en tant qu'interprétants médians entre l'énonciation publique, d'une part, et la factualité de la matière inerte du passé, d'autre part.

Au cœur du nouveau grand récit collectif des Québécois se trouve une idée fondatrice qui contredit tous les postulats des grands récits précédents. C'est celle de la normalité du cheminement historique de la société québécoise. Ici, normalité ne s'oppose pas à anormalité et n'incorpore aucune référence à ce qui pourrait être considéré comme étant la trajectoire idéale de l'évolution sociétale. Elle rend toutefois caduque toute problématique énoncée en terme de déphasage et de manque. Surtout, elle universalise le parcours québécois dans sa spécificité qui n'est plus perçue comme une tare, mais comme la marque d'une confrontation originale et victorieuse du

Franco-Québécois (et avant lui du Canadien) avec des contextes particuliers, ingrats et difficiles. La question n'est plus de savoir comment et pourquoi le développement du Québec ne fut pas cela, mais de découvrir comment et pourquoi ce développement fut plutôt cela. On sent là une espèce de capacité à assumer l'héritage d'un passé désormais envisagé comme une dotation positive, un capital à exploiter et un talent à faire fructifier, plutôt que comme un défaut à corriger ou un malheur à sublimer. «Construire le récit positif de notre différence» et «se construire un avenir radieux en tirant profit de cette différence», telle est la parenté qui semble maintenant s'exprimer entre le projet historiographique et le projet politique au Québec.

L'expression «projet historiographique» peut paraître excessive. En fait, il ne faut pas envisager les historiens comme formant un groupe monolithique de praticiens procédant du même moule et partageant des objectifs identiques. Rien n'est plus faux. Cela dit, les historiens actuels évoluent dans un espace du pensable qui balise largement la dialectique des questions et des réponses dans le cadre de laquelle ils raisonnent, imaginent, découvrent, formulent et interprètent. En cette fin de siècle, construire le récit bienheureux du dessein et surtout du destin des Français en Amérique serait une entreprise insensée. De même, construire le récit malheureux de l'oppression et de l'aliénation des Canadiens français en Laurentie serait une démarche inappropriée, sorte de recyclage démodé de schèmes interprétatifs constituant de purs aveux de reddition devant la puissance de l'Autre et de l'Ailleurs. Elle ouvrirait en outre la porte au retour en force d'une histoire ethnicisée qui, sur le plan du discours formel tout au moins, est politiquement incorrecte, en plus, dit-on avec justesse, de simplifier les procès d'institutionnalisation des rapports sociaux. Construire le récit positif de la différence québécoise en insistant sur la complexité des situations «internes», sur la pluralité et la versatilité des acteurs en présence, sur la multiplicité de leurs contextes d'inscription sociétale, apparaît dans les circonstances comme une mutation de la pratique scientifique en même temps qu'un renversement des grandes interprétations précédentes. Ultimement, c'est une nouvelle référence qui est en voie d'éclosion mais qui, pour le moment, bute encore sur l'héritage mémoriel constitutif de l'identitaire franco-québécois.

Dans quel sens évoluera la production historique portant sur le Québec? À court terme, elle continuera sur sa présente lancée. Les veines de savoir ouvertes et creusées au cours des quinze dernières années sont loin d'être épuisées. Surtout, les problématiques grâce auxquelles ces veines furent identifiées et exploitées restent socialement et scientifiquement perti-

nentes. Les historiens «révisionnistes», sans être unanimes dans leurs conclusions, sont en voie de construire un espace du pensable (dialectique des questions/réponses) qui s'érige en monument scientifique. Dans la mesure où leurs successeurs acceptent les postulats avec lesquels travaillent ces historiens — dont les travaux sont remarquables, soit dit en passant — le registre du savoir constitué par ces derniers pourra être nuancé, bonifié et augmenté, mais non dépassé. Pour sortir de cet espace du pensable, de nouvelles problématiques devront être élaborées. Elles tireront largement leur origine des paradigmes sociétaux qui sont en voie de s'installer dans l'imaginaire occidental. Celui de la mondialisation en est un puissant. Il commande de repenser les catégories analytiques avec lesquelles a été abordé le passé québécois. Le concept de nation et celui de territorialité laurentienne, qui ont justifié le recentrement des travaux sur un Québec envisagé comme corps identitaire soudé et espace d'identité socio-économique, seront vraisemblablement revus. On peut également penser que les effets du postmodernisme, comme mode d'appréhension de la réalité sociale, commenceront à influencer sur la production historique portant sur le Québec. Dans ce cas, il faudra redoubler d'efforts pour envisager la société québécoise comme institution imaginaire et faire ressortir le rôle important des intellectuels dans ce travail d'interprétation et de représentation collective. Enfin, il faudra prendre en compte, plus que maintenant peut-être, le foisonnement des manifestations de culture populaire en tâchant de les cerner dans leur folle exubérance et leur registre synchrétique autant que dans leur caractère systémique. Cette quête exigera trois conditions: un nouveau mode d'écriture scientifique; une démarche «indisciplinaire» où l'histoire, l'ethnologie et l'anthropologie notamment se fonderont dans un seul creuset épistémique; beaucoup d'imagination.

Quelle référence collective pourra naître d'une telle entreprise intellectuelle? On pourrait imaginer, si l'on croyait naïvement que l'énonciation savante détermine l'énonciation publique et structure sans concurrence la mémoire collective, que l'on assistera éventuellement à la déconstruction de la référence et de l'objet Québec et à sa reconstruction sous un mode difficilement imaginable pour l'instant. Peut-être en tant qu'entité réellement éparpillée que de grands énonciateurs se donnent pour tâche de continuellement rapailler, ouvrage difficile et infini s'il en est un. Cette vision de la collectivité inachevée, en permanente tension et indisposition avec elle-même et ses représentations, permettrait possiblement de mieux comprendre l'infidélité permanente qu'entretiennent les Franco-Québécois face à leur identité présumée. Cependant, au moment où l'on multiplie les appels

pour réactiver le devoir de mémoire par l'apprentissage de l'histoire, je doute fort qu'une telle représentation s'impose dans l'espace public. Le postnationalisme, comme paradigme sociétal et savant, a pour l'instant peu d'avenir chez nous.

Notes

1. Cet article, suscité par la direction de la revue, s'inscrit dans la suite du débat publié dans la livraison précédente du *Bulletin*. Il vise à alimenter la réflexion et la discussion sur un sujet qui, compte tenu des échos reçus, ne semble pas près de s'épuiser.
2. «La production historique courante portant sur le Québec et ses rapports avec la construction des figures identitaires d'une communauté communicationnelle», *Recherches sociographiques*, vol. 36, n° 1, 1995, p. 9-45.